

Journées de l'économie

# Le Luxembourg en mal de compétitivité

## Indexation automatique des salaires: Yves Mersch persiste et signe

PAR NADIA DI PILLO

Le tableau reste invariablement sombre. Les entreprises luxembourgeoises souffrent structurellement d'un manque de compétitivité. La faute essentiellement à nos coûts. «Notre coût salarial unitaire nominal a progressé de 33,1 % entre 2000 et 2010. L'évolution était de 21,3 % en France, de 23 % en Belgique alors qu'en Allemagne, cette progression n'était que de 5,6 % sur les dix dernières années», a ainsi souligné Carlo Thelen, économiste en chef à la Chambre de commerce, à l'occasion d'un débat sur la compétitivité du Luxembourg dans le cadre des «Journées de l'économie».

Le constat est sans appel, et pourtant, le message passe mal, dans un pays habitué à des taux de croissance importants. Pour expliquer ce paradoxe, Serge Allegrezza, directeur de l'Observatoire de la compétitivité, s'est fait pédagogue hier pour expliquer qu'il fallait bien comprendre l'approche multidimensionnelle de la compétitivité qui couvre à la fois le facteur coût, la conjoncture et la qualité (ex. infrastructures,...). «Nous avons pour l'instant toujours eu la chance d'être bien positionné en profitant de la conjoncture. Nos exportations se sont bien développées. Cela explique pourquoi nous avons connu une forte croissance, malgré une évolution des coûts pénalisante», analyse Serge Allegrezza.

Autre clé pour bien comprendre la compétitivité: ne pas confondre niveau actuel et évolution dans le temps. Or, «nous confondons régulièrement ces deux aspects, ce qui crée une cacophonie énorme autour de la compétitivité des entreprises luxembourgeoises», a regretté Serge Allegrezza. «Nous avons, il est vrai, un niveau de coût salarial très compétitif, qui s'explique surtout par des cotisations de sécurité sociale faibles, subven-

tionnées par l'Etat. Mais si l'on tient compte de l'évolution, il est évident que nous sommes en train de décrocher», a-t-il mis en garde.

«On peut avoir des coûts salariaux très élevés s'ils sont compensés par une très bonne qualité. Mais si les coûts augmentent encore à partir de ce niveau déjà très élevé, il faut que la qualité suive en même temps», a commenté l'économiste français Lionel Fontagné.

### «Guillotine sociale»

Dans le même ordre d'idées, la Banque centrale du Luxembourg ne veut pas s'arrêter sur une image photographique ni sur un hit parade de la compétitivité. «Nous voulons projeter une image sur le long terme», a insisté d'emblée le président de la BCL Yves Mersch. Et le retard du Luxembourg est aujourd'hui alarmant. «L'analyse de l'évolution montre que tous les in-

dicateurs sont en train de se détériorer: niveaux de l'inflation, de l'emploi, de la croissance, de la dette et du déficit». Pis, la rapidité de détérioration de ces indicateurs n'est nulle part aussi rapide et importante qu'au Luxembourg. Exemple: en 1982, la balance courante était excédentaire de 30 % du PIB, elle est tombée à 13 % en 2000, puis à 5 % l'an passé. Yves Mersch a insisté sur la fragilité du pays, en raison notamment de la volatilité des recettes. «Il ne faut arrêter de dire que nous avons une marge de manoeuvre. Au Luxembourg, cette marge doit être plus importante, parce que la volatilité des recettes est plus élevée».

Alors que le Premier ministre luxembourgeois s'oppose fermement à l'abolition du système d'indexation des salaires, Yves Mersch, lui, persiste et signe. «Nous sommes le seul pays où les phénomènes qui se produisent à l'extérieur de l'Eu-

rope sont importés par notre économie par le phénomène de l'indexation automatique des salaires». Enfin, remarque encore le président de la BCL, «ce qui est considéré comme un acquis social n'est en fait pas plus social qu'une guillotine».

Plus optimiste, le managing Partner de PwC Luxembourg Didier Mouget a jugé que le Luxembourg continuait de jouer dans la «Champions League» et s'est même payé le luxe de progresser de la douzième (2009) à la onzième place (2010) dans le classement mondial de l'IMD. Mais cette performance ne doit pas faire oublier la réalité sur le terrain. «Nous sommes face à une réelle mise en concurrence des Etats lors de toutes les décisions importantes de localisation d'activités économiques. C'est une situation qui existait aussi dans le passé, mais qui s'est développée de manière importante sur les dernières années».

## CLASSEMENT DE COMPÉTITIVITÉ

	Global Competitiveness Index - IMD	Global Competitiveness Report - WEF	Innovation and Competitiveness Benchmark - ITIF
Performance macroéconomique	+++	+++	+++
Qualité des marchés et entrepreneuriat	+++	+++	++
Capacité à innover	+	+++	+++
Capital humain	++	+++	+
Régulation et réglementation	+++	+	++
Qualité de l'infrastructure des TIC	++	+	+++
Infrastructures dans le pays	+++	+++	-
Qualité des institutions et stabilité de l'environnement politique	+	+++	-
<b>Classement du Luxembourg</b>	<b>11<sup>e</sup> (2010) 12<sup>e</sup> (2009)</b>	<b>20<sup>e</sup> (2010) 21<sup>e</sup> (2009)</b>	<b>3<sup>e</sup> (2009)</b>
	base: 58 pays	base: 139 pays	base: 36 pays

Source: PwC | Infographie: Michèle Zeyen